

Rapport de d'ingénieur des Ponts et Chaussées du 18 avril 1873 à la reprise des travaux après l'enquête publique => Objet est d'obtenir le versement des subventions Etat et Département de 20 000 F

PONTS ET CHAUSSÉES

Canal d'Escouloubre.

Département de L'AUDE.

Arrondissement de Limoux

Paiement de la subvention départementale.

18 avril 1873

Rapport de l'Ingénieur ordinaire.

No d'ordre du registre A. 49

Exposé.

Les travaux du canal d'Escouloubre, interrompus, en 1866, par les formalités d'une enquête close par un décret d'utilité publique en date du 27 x^{bre} 1871, ont été repris avec une grande activité à la fin de l'année 1872 et continués sans interruption jusqu'à l'époque actuelle. Une quantité assez considérable de travail a été effectuée depuis cette reprise par les habitants, qui réclament aujourd'hui la réalisation des engagements pris par l'Etat et le Département, et le paiement d'une partie de la subvention à laquelle ils ont droit.

Dans une lettre adressée à M. le Préfet en date du 22 mars dernier, M. l'abbé d'Espéronnat se fait l'interprète de cette demande, à l'appui de laquelle il joint une note de M. le Maire d'Escouloubre, contenant des renseignements détaillés sur l'état actuel de l'entreprise, les travaux faits et ceux qui restent

encore à faire.

Dans cette note, qui ne porte pas de signatures, on signale la nécessité de faire marcher de front, d'une part les travaux exécutés par les habitants, et d'autre part les travaux d'art pour lesquels il est urgent de disposer des 20000 fr. de subvention promise moitié par l'Etat et moitié par le Département. On ajoute que la commune compte, sur ce secours pour la présente année, d'après l'engagement pris par le conseil Général dans la séance du 7 Septembre 1872, conformément aux propositions contenues dans le rapport de M. le Préfet.

Le rapport porte en effet que ((si, dans le courant de l'année 1873, la commune d'Escouloubre est en mesure de recevoir une partie de la subvention de l'Etat et du Département), des propositions seront faites au Conseil général ((dans les sessions des mois d'Avril ou d'Août 1873, afin d'imputer l'allocation sur les ressources de ce même exercice).

Il y avait donc lieu d'examiner, avant la session d'Avril quels étaient les travaux exécutés et quelle pouvait être la part de subvention à laquelle la commune d'Escouloubre avait droit des aujourd'hui.

C'est ce que nous avons fait et nous allons exposer la situation de l'entreprise, telle qu'elle résulte des renseignements détaillés que nous avons faite prendre sur les lieux, et qui concordent avec ceux que contient la note de M. d'Espéronnat.

Le projet suivi dans l'exécution des travaux est celui qui a été dressé par M. l'Ingénieur Bonafous, en date du 7 juin 1867. Ce projet divise la totalité du canal en trois sections, savoir :

1 ^{re} Une branche unique, depuis l'origine jusqu'au ravin des Coumes où elle se bifurque; Longueur 8190 ^m
2 ^{de} Une branche partant du ravin des Coumes et passant par les cols de Carcanière et de la serre et des moulins Longueur 4910 ^m
3 ^{de} Une branche partant du même point et passant au col de la Vène. Longueur 4800 ^m
Longueur totale 17900 ^m

Rapport de d'ingénieur des Ponts et Chaussées du 18 avril 1873 à la reprise des travaux après l'enquête publique => Objet est d'obtenir le versement des subventions Etat et Département de 20 000 F

complet aujourd'hui.

La partie comprise entre le ravin des Coumes et le col de Carcanières, sur une longueur de 710^m était terminée avant 1871. Les travaux nouvellement exécutés ne comprennent donc que la partie qui va du col de Carcanières au col des Maulis et dont la longueur est de 2200^m. Il reste à faire, à la suite du col des Maulis, une longueur de 2300 mètres.

3^e Canal du col de la Vène. 4200^m. — Depuis le ravin des Coumes jusqu'au col de la Vène, ce canal est terminé. L'eau qui vient de la branche principale se déverse actuellement dans le ravin de la Bruno, parce que la partie qui fait suite n'est pas encore tout à fait nettoyée. C'est là un travail de quelques jours, qui peut être même est terminé aujourd'hui. Cette partie du canal, longue de 1300^m, a été faite depuis 1873; il reste à la prolonger au-delà du col de la Vène sur une longueur de 2900^m.

Résumé.

En résumé, sur les 17390^m de longueur totale portés dans le projet du 7 juillet 1867, il y avait à cette époque 5020^m entièrement terminés, et 2100^m achevés aux deux tiers; il restait donc à creuser ou terminer le canal sur une longueur de 12370^m. Depuis la reprise des travaux, on a achevé le canal sur une longueur de 3500^m, et la partie ébauchée est de 2800^m. Il reste donc à ouvrir une longueur de 8870^m sur laquelle 2800^m sont près d'être achevés ce qui réduit la partie encore en lacune complète à 6070^m.

Subvention à accorder.

Nous pourrions essayer de tirer de ces chiffres la part de subvention représentée par les travaux qui viennent d'être exécutés; mais nous serions exposés à de graves erreurs.

Il importe en effet de remarquer que les parties faites sont généralement les plus faciles, que l'exécution des travaux coûteux, des ouvrages d'art a dû être ajournée au moment où on pourrait disposer de ressources pécuniaires indispensables que la commune d'Escouloubre ne peut trouver que dans la subvention. La comparaison de la longueur faite à celle qui reste à faire ne peut donc pas fournir des éléments exacts d'appréciation, et nous avons pensé qu'il valait mieux à cet égard recourir à la considération des dépenses.

Le projet de 1867 évalue la dépense totale à 163000^f dont 56000^f déjà dépensés, soit 107000^f à dépenser pour l'achèvement. Les subventions devant être de 20000^f, la part de dépense à la charge de la commune d'Escouloubre était de 27000^f.

Or, depuis la reprise des travaux, les habitants ont fait environ 3000 journées de travail et tiré 300 mines, ce qui équivaut à peu près, y compris les outils, la poudre et les faux frais, à une dépense d'environ 8000^f. Une partie de cette somme correspond à des travaux de réparation et de curage des parties anciennes; elle ne doit donc pas être considérée comme appliquée aux parties nouvelles et il faut en faire la réduction. Nous manquons à cet égard d'éléments pour l'apprécier exactement; cependant nous pensons qu'elle ne dépasse pas un million de frs. et qu'on peut, sans être trop éloigné de la vérité, estimer à 7000^f la valeur des travaux neufs exécutés par la commune d'Escouloubre, c'est-à-dire près du quart des travaux à sa charge.

En appliquant cette proportion au chiffre de la subvention promise, on trouve que la part à allouer dès aujourd'hui s'élève à environ 5000^f soit 2500^f à verser par le département.

C'est cette somme qu'il y aurait lieu de payer immédiatement.